

La question de mémoire collective post-confliktuelle : une comparaison des discours politiques contemporains dans la région des Balkans

26 mai 2014

1 Introduction

En 1999, Bill Clinton, alors président des États-Unis, annonçait le début de l'intervention de l'OTAN visant à protéger le Kosovo du "dictateur serbe" [1]. Quelle que soit la lecture qui en est faite – guerre contre la Serbie ou offensive ayant permis de restaurer la paix régionale, – l'histoire moderne des Balkans est marquée par un "avant" et un "après" Kosovo.

La question de la mémoire collective est très complexe : il n'y a pas de "bonne" manière de se souvenir surtout lorsqu'il s'agit de restituer des détails d'un passé entaché de violence. Même si nous savons que nos souvenirs sont temporaires, les utiliser à des fins de justice et de réconciliation suppose que l'inverse est fait : les souvenirs devraient rester tels qu'au temps T parce que les questionner et les remettre au goût du jour signifie les modifier et les rendre inutilisables comme matrice de construction future. Faire justice sur le fondement de la mémoire est ainsi extrêmement difficile car d'apparence contre-intuitive.

Contrairement à ce que l'on peut penser, la mémoire collective de divers conflits passés ne prépare pas à mieux appréhender et parler d'autres, plus récents. Nous n'avons pas identifié de terme aussi fortement chargé qu'"Holocauste" pour nommer le conflit au Kosovo, mais ce dernier revêt néanmoins les couleurs sinistres d'un "génocide" et d'une "épuration ethnique". Les qualificatifs et les chiffres, largement gonflés par les médias occidentaux de l'époque [2], apportent donc à la mémoire collective ce dont elle a besoin pour devenir un véritable modulateur social et historique : les adjectifs et noms définissant les événements les déterminant au-delà des limites intelligibles pour les verser dans le domaine de l'émotionnel. Le langage, outil universalisant s'il en est, devient donc l'arme politique par excellence car il a le pouvoir de transférer les occurrences de la mémoire collective.

Le présent dossier comprend une ample discussion de la construction de la mémoire collective et de l'influence de la pratique discursive politique de l'"après Kosovo" sur les identités des pays des Balkans, aussi bien directement qu'indirectement impliqués dans le conflit.

2 Se souvenir dans les Balkans

“Il est insupportable de devoir revenir au Moyen-Âge à chaque fois que quelqu’un demande à en savoir davantage sur les Balkans !”, s’exclame une amie serbe, ennuyée. Exaspération justifiée car se souvenir dans les Balkans revient à ressasser, rappeler, remodeler, remanier, reconstruire, marteler des événements ayant eu lieu plusieurs siècles auparavant mais dont l’emprise est essentielle dans la construction du tissu social. Ce remodelage de l’histoire et l’inclusion des souvenirs construits dans la matrice politique sont beaucoup plus prégnants dans les Balkans qu’en France où, par ex., se revendiquer politiquement de Jeanne d’Arc ou Charles Martel provoque une ire généralisée et l’instauration de lois mémorielles suscite des levers de boucliers très médiatisés.

2.1 Définir la mémoire collective

“La notion de mémoire collective met l’accent sur les représentations socialement partagées du passé, lesquelles sont effets des identités présentes qu’elles nourrissent pour partie en retour” [3]. Ainsi, la mémoire collective n’est pas l’ensemble des mémoires individuelles : elle est un phénomène à la fois cognitif et communicationnel. La mémoire doit donc être considérée comme l’acte de se souvenir ensemble [4]. Autrement dit, les individus impliqués dans cette activité co-construisent leurs souvenirs et peuvent s’opposer à la version des événements rapportée par d’autres. Les souvenirs verbalisés par les individus reflètent non pas leur “vraie mémoire” mais sont des actes de langage. “Or le caractère du langage est de procurer un substitut de l’expérience apte à être transmis sans fin dans le temps et l’espace”, écrivait Émile Benveniste [5]. La création et l’existence du *Kosovo Memory Book* [6] par exemple sont révélatrices de l’importance de nommer pour garder un souvenir vivant du conflit ; le leitmotiv de l’initiative, *Let People Remember People*, cristallise la pratique langagière comme outil de construction de la mémoire collective.

L’activité discursive participe donc à la formation de la mémoire collective en ce qu’elle permet d’unifier des versions au départ différentes d’événements passés. Il est donc impossible de s’affranchir de la mémoire comme outil de construction nationale, identitaire et sociale. La prémisses que la société, cet individu multiple, a une mémoire collective ne porte guère de pouvoir explicatif ou analytique. Ce qui importe est donc l’ensemble des processus mémoriels et leur conséquences sur la formation du tissu social. Les questions soulevées ici sont donc celles de l’espace de la mémoire collective (en ce qu’il est espace social) et de l’obligation de se souvenir comme condition *sine qua non* de l’appartenance au groupe social de référence. Inscire un souvenir collectif plutôt qu’un autre dans la culture d’un pays devient ainsi un acte politique ; ce choix traduit quelle brique du passé sera utilisée pour construire le futur.

En d’autres termes, “les mémoires collectives se constituent dans le travail d’homogénéisation des représentations du passé et de réduction de la diversité des souvenirs, s’opérant éventuellement dans les ‘faits de communication’ entre individus” [3]. “Mémoire” revêt donc différentes réalités : la commémoration, le monument, l’usage politique voire polémique ou stratégique du passé ou encore le souvenir de l’expérience vécue ou transmise.

2.2 Le passé comme outil pour construire l'avenir

La mémoire collective est donc une interaction entre les politiques de la mémoire et les souvenirs communs. Il incombe aux politiques de la mémoire la pacification d'une société divisée par une conflictualité. L'édification du passé comme outil de construction de l'avenir se fait avec le devoir de mémoire. Or ce dernier s'appuie sur un cycle éternel de revanche contre l'Autre, perçu évidemment comme le contraire de soi (victime vs. bourreau), ce qui rend la réconciliation extrêmement difficile, surtout lorsque la justice transitionnelle est considérée comme un outil de vengeance et de grandissement identitaire. Le devoir de mémoire devient ainsi l'ennemi à abattre hier, aujourd'hui et demain car le passé vampirise non seulement le présent mais aussi le futur.

La mémoire collective prédomine dans la définition identitaire d'un groupe (via la narration et le partage d'une histoire) mais également dans la justification d'actions passées, présentes et futures du groupe. Ce dernier développe donc une certaine représentation de son histoire dans la mesure où celle-ci est source de valorisation. Il en découle que la construction narrative est faite a posteriori et par le biais d'une procédure de sélection : la majorité des actions négatives est écartée au profit des événements positifs les plus marquants [7].

Le passé du groupe est choisi en fonction de ses intérêts et projets, présents ou futurs. La mémoire collective n'est donc pas un état, mais une construction. Les Balkans "après Kosovo" sont une illustration exemplaire de ce processus. Celui-ci a trois étapes consécutives : la formation de la mémoire historique, la "maçonnerie" de la mémoire nationale et sa transmission sous forme documentaire. Le rappel *ad nauseam* de héros du passé contribue immensément à la façon dont les perceptions et les identités locales s'entremêlent et sont manipulées pour créer une mémoire historique. Les thèmes du passé et les gloires médiévales sont ainsi incorporés dans le projet national moderne (cf. ci-dessous). Dans ces cas, la mémoire historique est articulée et transmise d'individus à des groupes à travers des moyens divers (médias, témoignages personnels, folklore, littérature, etc.).

L'inclusion d'événements et personnages historiques dans des "mythes fondateurs" est le premier pas de la construction d'une idéologie nationale. S'ensuit la structuration de la mémoire nationale, à travers l'établissement de sites mémoriels, *e.g.* des monuments, des statues, des noms de rues et même des visages sur les billets de banque. Tous ces éléments renforcent la mémoire nationale collective et conservent précieusement l'image de héros et anti-héros immortels dans la saga nationale. La transmission de la mémoire nationale se fait par le biais de divers documents incontournables : l'historiographie nationale et l'enseignement notamment. L'inscription de certains faits valorisants en dépit d'autres faits historiques connotés négativement dans les livres d'histoire et dans la pratique discursive politique transforment in fine l'objet commémoratif : il devient désincarné et standardisé pour acquérir soit une valeur esthétique, soit une valeur culturelle [8].

Ces considérations, quelque peu théoriques, font sens quand on examine les livres d'histoire : ainsi, ceux utilisés aujourd'hui en Serbie n'abordent pas le sort des Serbes Bosniaques et présentent l'histoire récente en des termes très idéologiquement connotés [9].

3 Évolution des questions identitaires

La création d'une mémoire historique, suivie par la codification des manifestations d'une mémoire historique permettent donc l'établissement de repères identitaires et la formulation de moyens de transmission des identités. Le passé participe ainsi pleinement à la rhétorique nationaliste moderne, constatation à force explicative essentielle dans les Balkans.

3.1 La sublimation du conflit comme outil politique mémoriel

La mémoire collective joue un rôle important dans la construction de l'identité d'un groupe dans la mesure où l'histoire racontée la définit et valorise. Il est donc difficile d'intégrer dans cette mémoire les événements violents dont le groupe a été coupable. Dans un contexte post-conflit, les relations qu'entreprendront les groupes protagonistes pourront dépendre de la manière avec laquelle l'histoire du conflit sera construite. Les statuts des deux protagonistes à la fin du conflit – qu'ils se considèrent comme victime ou coupable – pourront alors être des facteurs importants dans la volonté ou non d'engager des démarches de réconciliation.

Le conflit comme mythe national a une importance capitale. L'utilisation du passé dans la période de transition en Albanie a par exemple été abordée par l'usage de la tradition comme déterminant identitaire. Le retour vers l'ancienne loi Qanun et les vendettas dans les régions nord de l'Albanie constitue un retour en arrière en contraste avec la "voie" de choix aroumaine [10]. Alors que plus de 200 familles albanaises sont dites engagées dans des guerres du sang [11], les Aroumains adoptent une stratégie d'ouverture "globalisante" matérialisée par des interactions avec la Grèce et la Roumanie. Dans les deux cas, les populations ont recours au passé pour se situer et reconfigurer leur futur : les Albanais du nord se retrouvent coupés du reste du pays alors que les Aroumains mettent en exergue les origines communes avec des voisins pour dépasser les frontières.

Un trait commun est l'archétype du héros et son ennemi. Chaque pays balkanique a son héros national ; jalousement garder sa mémoire fait partie de la définition identitaire [12]. Les "vilains" dans la représentation populaire sont des personnalités impures car hybrides, des gens à qui on ne peut pas se fier car ils ont un pied dans différents mondes. Cette instance de mémoire collective est prédominante lorsqu'il s'agit de dépasser les clivages et de faire la paix avec l'Autre ; des livres bulgares vont par exemple être très peu présents sur le marché macédonien né de parents bulgares faisant état de racisme ordinaire en raison de ses origines sera limite censuré en Bulgarie. Lorsqu'il s'agit de reconnaître la République de Macédoine, la Bulgarie a été l'un des premiers pays à le faire. Les réactions dans les médias et de la part d'une large part de la population, surtout dans la région limitrophe, ont été beaucoup plus négatives exprimant le fait qu'"il est impossible de reconnaître un pays qui n'a pas de nation", avis signifiant que tous les soi-disant Macédoniens sont en fait des Bulgares ; cette position est définie comme "génocide ethnique et culturel" par des citoyens macédoniens [13]. Les identités ambiguës sont ainsi proscrites car menaçant l'intégrité nationale.

¹Information personnelle recueillie auprès de commerçants macédoniens. Les rapports sur le retrait du marché du livre cité dont l'auteur est Macédonien de parents bulgares ont été retirés du web.

3.2 Émergence des nationalismes

Dans les Balkans, la mémoire collective est un outil politique dont est tributaire l'État, utilisé au même titre que la violence d'état. La mémoire collective savamment forgée en référentiel national est la matrice politico-idéologique responsable des nationalismes bien ancrés aujourd'hui.

Nous éviterons d'aborder les conséquences psychologiques d'exactions parmi les membres d'un groupe coupable ici [14]. Le nationalisme prend racine dans la définition et revendication politiques d'une identité nationale forte. L'une des illustrations politiques les plus claires des nationalismes balkaniques sont les frontières [15]. Outre les frontières nationales, de nombreuses lignes de démarcation politico-idéologiques existent : dans le nord du Kosovo et en Macédoine occidentale, des frontières sans gardes mais surveillées existent et *“effectivement empêchent des personnes avec une certaine identité de passer la ligne invisible marquant le territoire de l'autre groupe. Le plus souvent, ces lignes sont signifiées par un pont de sorte que, par ex., les Croates catholiques habitent l'une des rives et les Bosniaques musulmans l'autre (e.g. Mostar), les Macédoniens ne traversent que rarement le fleuve pour se rendre sur la rive albanaise (e.g. Skopje), et c'est encore le fleuve qui sépare de facto les Serbes des Albanais (e.g. Mitrovica)”*.

Plusieurs autres “trous de mémoire” à portée nationaliste existent en Serbie. Une illustration en est le Generalštab au centre de Belgrade, lequel a bénéficié de fonds de rénovation très limités pendant les 15 dernières années. Plutôt que d'attribuer une telle inertie à la bureaucratie, certains chercheurs considèrent que la gestion du bâtiment est en réalité une manœuvre politique : il s'agit de nourrir la perception (majoritaire) que les ruines sont un acte de protestation contre l'agression occidentale de la Serbie [16].

4 15 ans après Kosovo

4.1 La culture de la mémoire

Les gouvernements nationalistes de chacun des pays balkaniques commémorent “ses” victimes et diabolisent les autres. Des démagogues ont donc imposé des versions partielles et rhétoriques du passé et ont étouffé les autres interprétations. Les traductions matérielles de l'histoire nous disent quelle partie du passé veut être racontée créant ainsi une mémoire physique d'une identité forte représentant l'intérêt du groupe politique dominant.

Le passé peut être oublié par l'absence d'une représentation matérielle ou d'un lieu de mémoire. Pratiquement aucun monument n'existe à la mémoire des victimes des conflits en Bosnie et au Kosovo. En Serbie, par ex., aucun monument n'a été construit pour honorer la victoire, l'héroïsme ou les victimes de guerres des années 1990. Selon des déclarations répétées de Milošević, la Serbie n'était pas en guerre : il n'y avait donc pas de lieu de mémoire à consacrer à des victimes ou à des gagnants ; il n'y a pas non plus lieu pour les historiens d'ouvrir un débat sur les représentations figuratives de la guerre. Tant que l'héritier de Milošević seront au pouvoir, il n'y a pas de raison à ce que cette situation change.

Il est nécessaire de pouvoir “lire” un monument et comprendre sa biographie, en étudiant les pratiques du souvenir et de l'oubli qui l'accompagnent dans les différentes périodes historiques. Des monuments ont été parfois “réécrits”, déplacés de leur contexte original et

utilisés pour rendre hommage à de nouveaux événements, de nouveaux héros et de nouvelles victimes. C'est ce qui s'est passé à Budrovci (Croatie) où le monument à l'origine dédié aux libérateurs de la Seconde Guerre mondiale rend aujourd'hui hommage à la mémoire des combattants croates de la guerre civile des années 1990.

La création d'un monument ou d'un musée aide à identifier les processus de construction de la mémoire collective ; ces actions peuvent aussi raconter une histoire qui renforce les particularismes, stigmatise les événements passés ou, pire, crie vengeance. La pareille est vraie pour la destruction physique de monuments, une façon immédiate et emblématique d'effacer la mémoire : dans les années 1990, en Croatie, il existait environ 3000 monuments en l'honneur de la "guerre de libération nationale" (comme on appelait la Seconde Guerre mondiale) ; durant les 15 dernières années, pratiquement tous ont été détruits ou endommagés et les musées fermés un par un [17]. Selon un livre récent, à cette oblitération s'ajoute la "purge" de 2,8 million de livres (13 % de tout le matériel bibliographique), destruction largement motivée par des raisons ethniques et idéologiques car ont disparu "des livres écrits en alphabet cyrillique, en dialecte Ijekavian, par des auteurs ou éditeurs serbes, par des Croates 'suspects', par des intellectuels de gauche, etc." [18].

À la fois au niveau politique et au niveau de la société civile, une vision partagée et historiquement documentée des événements s'étant produits est nécessaire pour constituer l'acte fondamental dans le processus de réconciliation et de développement d'une culture pacifique de la reconnaissance du prétendu Autre. La lecture "biographique" des monuments, la déconstruction de la mémoire rhétorique et la contribution qu'une telle analyse pourrait apporter à la construction de nouveaux monuments doit être prise en compte dans les arènes où est censé se jouer l'avenir d'un territoire.

4.2 La fin de l'altérité balkanique : grâce à l'UE ?

La mémoire collective dont il est question ici n'est pas celle des peuples des Balkans, mais celle des groupes les constituant. Malgré la grande imbrication des leurs histoires, parler d'unicité, d'une mémoire collective balkanique, serait erroné. Cette tentation peut néanmoins être observée dans la pratique discursive occidentale, lorsqu'il s'agit d'opposer le "noyau dur" européen aux nouveaux venus.

L'Union Européenne (UE) est également restée unie sur une autre question : celle travail d'établissement du nombre exact et de l'identité des victimes du conflit de Kosovo. Les pouvoirs en place dans les pays directement concernés ont systématiquement fait montre de ce que Mirsad Tokača appelle la "*discrimination des victimes*". Il a de nombreuses fois relaté l'expérience de collecte d'information sur les décédés civiles et militaires. Les réactions des élites politiques ("*Ils nous traitaient comme si on leur avait volé quelque chose*") montrent une position pour le moins paternaliste et autoritaire : l'identité nationale est l'outil politique principal, s'en saisir quand on n'est pas membre du groupe "autorisé" est impensable. Les réactions des populations ("*Tout le monde nous accusait d'être des espions étrangers, des mercenaires trahissant l'intérêt national*") montre l'intériorisation du discours nationaliste exonérant certains groupes de responsabilité sur des bases identitaires [19].

Le projet de Tokača n'a été financé que par le gouvernement norvégien : tous les pays de l'UE se sont gardés de s'y associer. Cependant, comme le souligne Tokača, une telle réaction est la mise sous tapis d'un problème crucial commun : il ne s'agit pas de l'histoire bosniaque,

serbe, slovène ou croate, mais bien européenne. L'adhésion à l'UE est l'une des seules aspirations partagées par tous les pays des Balkans, accompagnée par la crainte généralisée de perte d'identité [20]. Crainte quelque peu explicable car l'UE a contribué l'"européanisation" des Balkans post-Kosovo, à travers ce que d'aucuns appellent une politique de la repentance [21].

En Bulgarie, la repentance va de pair avec une auto-flagellation généralisée et la complaisance constante dans le complexe d'infériorité. Un exemple récent est l'émission de la BNR (Radio Nationale Bulgare) consacrée à la transformation subversive de divers monuments historiques [22]. La page d'annonce de l'émission montre des clichés du monument de l'Armée soviétique (érigé au centre de Sofia) avec les soldats "habillés" selon divers événements de l'actualité politique. On y voit le soldat au centre du monument portant les couleurs ukrainiennes en signe de proteste contre l'invasion russe. Participent à l'émission quelques Bulgares vivant à l'étranger (Pays-Bas, Suède et Croatie). Le ton de l'émission est affligeant en ce qu'il n'est que des variations sur le thème "eux [les gens de l'Europe occidentale] sont parfaits en tout point, nous sommes des gueux piteux méritant pleinement notre misère matérielle et intellectuelle". L'animatrice pose systématiquement des questions où transpire la jalousie de ce bonheur dont elle ne peut qu'être indirectement témoin alors que ses interlocuteurs ne cessent de vanter la droiture "ex-cep-tio-nelle" de ces pays en contraste saisissant avec ce pays de naissance qui fait honte.

Le mépris de ces mêmes personnes pour leurs voisins est aussi fort que leur admiration pour l'Europe est béate. Ce mépris est peu perceptible à l'encontre de la personne vivant en Croatie, membre depuis peu de l'UE. La "doublepensée" se déploie pleinement quand on pense à l'Albanie, considérée par cette même UE, comme "*un champion de l'intégration régionale*" [23]. L'Albanie est en bonnes relations avec ses voisins et a eu une réaction très équilibrée suite à la proclamation de l'indépendance du Kosovo en 2008.

5 Conclusion

La question reste donc posée, à savoir combien de temps encore durera la schizophrénie balkanique dont est symptôme la doublepensée et le double langage de tous ces européens de l'Est ne jurant que par l'Ouest tout en conspuant leur altérité et en brandissant des identités nationales fascisantes.

²Un terme de novlangue inventé par George Orwell dans son roman "1984", indiquant une capacité à accepter simultanément deux points de vue opposés et ainsi mettre en veilleuse tout esprit critique.

Bibliographie utilisée

- [1] <http://www.washingtonmonthly.com/features/2003/0305.blumenthal.html>
- [2] “Le piège de Kosovo”, nouvelle édition de “Kosovo, année zéro”, Jean-Arnault Dérens; Éditions Non Lieu, 2008. Voir également ma fiche de lecture abordant la rhétorique pan-Albanaise de Sali Berisha <http://blog.hatewasabi.info/le-piege-du-kosovo/>
- [3] “Pour une sociologie de la mémoire collective”, Marie-Claire Lafabvre, CNRS <http://www.cnrs.fr/cw/fr/pres/compress/memoire/lavabre.htm>
- [4] “La mémoire, ses aspects sociaux et collectifs”, Valérie Haas et Denise Jodelet, dans Roussiau, N. (Ed.) ; Psychologie sociale, 2000
- [5] “Problèmes de linguistique générale”, Émile Benveniste ; Gallimard, 1976
- [6] <http://www.kosovomemorybook.org/> Voir également <http://www.zarekom.org/news/The-Bosnian-Book-of-the-Dead.en.html>
- [7] Voir à ce sujet l'étude de Kane sur la reconstruction mémorielle suite à la première épidémie de peste au Moyen-Age en Angleterre : <http://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/23135801>
- [8] “Un patrimoine sous influences. Usages politiques, religieux et identitaires de l'image dans le monde slave”, Elisabeth Anstett (éd.) et Aurélie Rouget-Garma (coord.) ; Éditions Petra, 2009
- [9] “Writing and Rewriting History in the Context of Balkan Nationalisms”, P.E. Dimi-tras (http://www.academia.edu/3543383/Writing_and_Rewriting_History_in_the_Context_of_Balkan_Nationalisms). Voir également http://www.setimes.com/cocoon/setimes/xhtml/en_GB/features/setimes/features/2011/08/11/feature-05
- [10] “Imagining the Balkans”, Maria Todorova ; New York: Oxford University Press, 1997
- [11] <http://www.balcanicaucaso.org/eng/Regions-and-countries/Albania/Albania-if-the-K>
- [12] Voir à ce propos l'histoire de Boris Sarafov (a participé à la lutte de libération de Macédoine au début du XXe s.) disséqué dans le livre “Balkan Identities” (référence 10) ou encore le court-métrage “Botev est un idiot” (Bulgarie ; <http://vimeo.com/47805406> en bulgare avec des sous-titres en anglais).
- [13] <http://www.macedoniantruth.org/forum/showthread.php?s=708c76258ae031b1d055d14222t=5657>
- [14] Les agresseurs (et leur descendants par la suite) tendent à s'exonérer en rejetant la responsabilité ou la complicité en mobilisant des raisons situationnelles ou en blâmant les victimes de leur sort. Cette volonté d'exonération peut souvent mener au refus de reconnaissance du statut de victime et limiter en conséquence les possibilités de réconciliation. Voir aussi Vollhardt, J. R. and Bilewicz, M. (2013). “After the genocide: Psychological perspectives on victim, bystander, and perpetrator groups.”, *Journal of Social Issues*, 69(1), 1–15.
- [15] <http://www.opendemocracy.net/simone-tholens/extending-european-borders-paradoxes>
- [16] <http://www.balcanicaucaso.org/eng/Regions-and-countries/Serbia/Serbia-15-years-a> à comparer à la perception minoritaire des ruines comme un symbole des crimes de Milošević
- [17] <http://iwpr.net/report-news/sarajevo-museum-peril>
- [18] <http://www.jutarnji.hr/ante-lesaja--devedesetih-smo-unistili-2-8-milijuna--nepo-1040727/> (en croate). Le dialecte Ijekavian <https://en.wiktionary.org/wiki/Ijekavian>
- [19] AAVV (2008), “Bad memories. Sites, symbols and narrations of wars in the Balkans,” Osservatorio Balcani e Caucaso, Rovereto (Trento) <http://www.balcanicaucaso.org/eng/Media/Files/Pdf/Bad-Memories.pdf>
- [20] <http://www.southeast-europe.eu/index.php?id=1434>

[21] “Frames of Remembrance: The Dynamics of Collective Memory”, Iwona Irwin Zarecka, Transaction Publishers 2007. Sur la repentance comme moyen d’entrée dans l’Union, voir <http://econpapers.repec.org/paper/erpkgxxx/p0054.htm> Enfin, sur l’européanisation voir aussi l’article de Jelena Subotic “Europe is a State of Mind” http://www.academia.edu/2578495/Europe_is_a_State_of_Mind_Identity_and_Europeanization_in_the_Balkans

[22] “Pourquoi les monuments parlent” <http://bnr.bg/hristobotev/post/100337458> (en bulgare)

[23] L’Albanie a activement pris part à diverses initiatives régionales portant sur la coopération dans la lutte contre le crime organisé et les trafics de tous genres sans oublier sa participation dans des programmes de régulation des flux migratoires. <http://www.bti-project.org/reports/country-reports/ecse/alb/index.nc>